



**DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITÉS  
À TITRE ACCESSOIRE**  
Agent à temps complet ou temps partiel

**Direction des  
Ressources Humaines**

Bât. 28 - RDC - Bureau 15  
Poste : 2 40 18

Date de révision : 08/2018

Décret n° 2017 - 105 du 27 janvier 2017

Nom et Prénom de l'agent : .....

Grade : ..... Service : .....

Adresse : .....

Téléphone : ..... Courriel : ..... @.....

**Description de l'activité principale exercée**

Fonctions exercées : .....

Exercez-vous vos fonctions :  à temps complet  à temps partiel (indiquer la quotité : ..... %)

**PROJET DE CUMUL AVEC UNE ACTIVITÉ ACCESSOIRE**

**Description de l'activité envisagée**

Identité, nature et secteur d'activité de l'organisme pour le compte duquel s'exercera l'activité accessoire :

.....

Nature de l'activité accessoire<sup>1</sup> : .....

Durée, périodicité et horaires approximatifs de l'activité : .....

.....

Conditions de rémunération de l'activité : .....

Conditions particulières de réalisation de l'activité (déplacement, variation saisonnière de l'activité,...) :

.....

Exercez-vous déjà une ou plusieurs activité(s) accessoire(s) ?  Oui  Non

En cas de réponse positive, veuillez décrire précisément ces activités (caractère public ou privé, durée, périodicité et horaires approximatifs, etc.) : .....

.....

.....

Informations complémentaires que vous souhaitez porter à la connaissance de l'administration :

.....

.....

<sup>1</sup> Activités autorisées : voir en dernière page de ce formulaire.

# DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITÉS À TITRE ACCESSOIRE Agent à temps complet ou temps partiel

Direction des  
Ressources Humaines

Bât. 28 - RDC - Bureau 15  
Poste : 2 40 18

Date de révision : 08/2018

## DECLARATION SUR L'HONNEUR

(à remplir dans le cas d'un cumul avec une activité accessoire à caractère privé)

Je soussigné (NOM - Prénom) .....

Souhaitant cumuler mon activité principale avec une activité privée accessoire pour le compte de (nom et coordonnées de l'entreprise ou de l'organisme) .....

.....  
Déclare sur l'honneur ne pas être chargé, dans le cadre de mon activité principale, de la surveillance ou de l'administration de cette entreprise ou de cet organisme, au sens de l'article L. 432-12 du code pénal.

Fait à ..... Le ..... Signature :

## AVIS DU SUPERIEUR HIÉRARCHIQUE

Nom et Prénom: .....

Fonction : ..... Grade : .....

Avis du supérieur hiérarchique sur la demande de cumul : .....

.....

.....

Date : ..... Signature :

**Important** : en cas de changement substantiel dans les conditions d'exercice ou de rémunération de l'activité faisant l'objet de cette demande d'autorisation, il sera considéré que vous exercez une nouvelle activité, et vous devrez formuler une nouvelle demande d'autorisation.

L'autorisation que vous sollicitez n'est pas définitive. L'autorité dont vous relevez peut s'opposer à tout moment à la poursuite d'une activité qui a été autorisée, si :

- L'intérêt du service le justifie,
- Les informations sur le fondement desquelles l'autorisation a été donnée apparaissent erronées,
- L'activité autorisée perd son caractère accessoire.

# DEMANDE D'AUTORISATION DE CUMUL D'ACTIVITÉS À TITRE ACCESSOIRE

## Agent à temps complet ou temps partiel

### Décret n° 2017-105 du 27 janvier 2017 – Articles 6

#### « Article 6 :

Les activités exercées à titre accessoire susceptibles d'être autorisées sont les suivantes :

1° Dans les conditions prévues à l'article 5 :

a) Expertise et consultation, sans préjudice des dispositions du 3° du I de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 précitée et, le cas échéant, sans préjudice des dispositions des articles L. 531-8 et suivants du code de la recherche ;

b) Enseignement et formation ;

c) Activité à caractère sportif ou culturel, y compris encadrement et animation dans les domaines sportif, culturel, ou de l'éducation populaire ;

d) Activité agricole au sens du premier alinéa de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime dans des exploitations agricoles constituées ou non sous forme sociale ;

e) Activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale mentionnée à l'article R. 121-1 du code de commerce ;

f) Aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin, permettant au fonctionnaire de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide ;

g) Travaux de faible importance réalisés chez des particuliers ;

h) Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif ;

i) Mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un Etat étranger ;

2° Dans les conditions prévues à l'article 5 du présent décret et à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale, sans préjudice des dispositions de l'article 25 septies de la loi du 13 juillet 1983 précitée :

a) Services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du code du travail ;

b) Vente de biens fabriqués personnellement par l'agent.

#### Code pénal - Article 432-12 (extrait)

« Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75000 euros d'amende [...] ».